



**Avis de l'AFUTT sur les conditions de déploiement
de la fibre FTTH proposées dans les zones non denses**

Auteurs :

- Jacques Pomonti, Président AFUTT
- Alain Lenoir, Bureau AFUTT

Date : 12 juillet 2010

Association Française des Utilisateurs de Télécommunications

10 avenue Frémiet, 75016 PARIS

Tél. : 01 47 41 18 56

Mail : infos@afutt.org Web : www.afutt.org



Avis de l'AFUTT sur les conditions de déploiement de la fibre FTTH proposées dans les zones non denses

- I. Préambule : L'aménagement de l'accès aux services Haut et Très Haut débit numérique est un tout pour les utilisateurs français, qui ne peuvent accepter que se développent, voire s'aggravent, à cette occasion de nouvelles inégalités.**

L'AFUTT remercie l'ARCEP d'avoir décidé de consulter les utilisateurs, s'agissant notamment des modalités d'accès aux lignes « **et aux services** » de communication électronique à très haut débit en fibre optique. Les utilisateurs n'ont pas été associés à la préparation du plan national et ils souhaitent que leur voix soit dorénavant entendue dans son déploiement : à cet effet, l'AFUTT demande à participer au GRACO, et veillera à ce que des utilisateurs compétents soient associés aux concertations déclinées à un niveau régional ou départemental.

L'AFUTT considère que les engagements du Président de la République et du Gouvernement (« *vers un haut débit pour tous en 2012-2013, et vers un très haut débit pour tous les Français en 2025* ») doivent être liés.

La décision d'affecter 2 milliards d'euros du « grand emprunt » aux infrastructures d'accès doit être mise en œuvre dans des conditions qui en optimisent l'efficacité. On insistera, en particulier, sur la nécessité de respecter les deux impératifs ci-après :

- **Garantir une priorité absolue aux zones non denses**, c'est-à-dire considérées comme « non rentables » par les opérateurs. A cet égard on retiendra la proposition de M. Mercier, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de réserver 1 milliard d'euros aux zones les moins denses. En outre, il est souhaitable que soient rapidement mises en œuvre des opérations pilotes qui aident à mieux cadrer le programme de financement projeté.
- **S'assurer de la montée régulière en débit**, avec la généralisation rapide d'une offre à 2 Mbit réels des équipements ADSL, ainsi que la mise en place d'une filière satellitaire par les entreprises françaises, avec le concours des financements nécessaires.

A ce propos, l'AFUTT tient à souligner que l'absence de référence aux actions de montée en débit de l'ADSL par rapport au déploiement de la FTTH constitue une vraie déception pour les trois à quatre millions de ménages utilisateurs qui attendent à juste titre la fin d'**une inégalité flagrante** entre les offres ADSL sur les zones proches d'un répartiteur France Télécom et celles sur les zones plus éloignées.

Nous avons déjà, à plusieurs reprises, appelé l'attention des Pouvoirs Publics et des opérateurs sur **l'irritation croissante des exclus du haut débit**. Nous le faisons à nouveau ici, conscients que cette irritation ne peut que croître à proportion des besoins grandissants des utilisateurs et des insuffisances de l'infrastructure, et ainsi peser davantage chaque jour sur les élus des collectivités territoriales qui sont en première ligne. Ceci nous est l'occasion de rappeler que la Finlande vient d'inscrire **l'accès au haut débit dans le service universel**, érigeant ainsi en droit fondamental le droit d'en disposer pour ses citoyens. D'autres pays vont être conduits, très prochainement, à suivre

l'exemple finlandais. L'AFUTT a déjà présenté cette proposition pour la France il y a un an, et nous prenons du retard.

II. *Les modalités proposées pour l'accès aux lignes fibres dans les zones non denses et celles de l'intervention des divers acteurs doivent être précisées et clarifiées.*

Offrir des services Internet sur fibre optique, ce n'est pas seulement offrir un débit sur une fibre : plusieurs acteurs peuvent intervenir dont les interventions et les conditions d'intervention doivent être mises au clair. L'utilisateur adhère à l'offre d'un fournisseur de services qui contrôle la qualité, la simplicité de sa facturation et la compétitivité de son offre, et dont la responsabilité à cet égard ne doit pas faire problème.

Moins dense est la zone à aménager, plus nécessaire est la clarté et la simplicité de l'offre de service final à l'utilisateur, par un acteur commercial offrant **partout sur le territoire concerné les mêmes contrats transparents et lisibles au consommateur**, dès la construction terminée d'une « maille ». Il y a là deux exigences :

1. Il ne faut pas que la facturation des services tiers (qui devrait devenir très significative dans le futur) s'avère plus chère et moins fiable dans nos campagnes ;
2. Il est impératif que l'utilisateur soit toujours en mesure d'identifier l'interlocuteur responsable.

III. *Dans le cas d'une participation volontaire de certains utilisateurs au financement des investissements nécessaires à leur accès au très haut débit, il y aura lieu de préciser publiquement et clairement, en concertation avec les utilisateurs et à l'échelle nationale, les règles de ce partenariat de fait.*

On ne peut pas, en effet, exclure que certains utilisateurs ou groupes d'utilisateurs, particulièrement demandeurs de débit pour leurs activités, se proposent de participer aux financements nécessaires, notamment dans les zones les moins denses. Cette participation pourra prendre des formes diverses : avances remboursables, coopératives locales volontaire aux travaux de construction (exemple des agriculteurs suédois creusant eux-mêmes les tranchées)...

IV. Conclusion

Dans sa réponse à la présente consultation, l'AFUTT a souhaité concentrer son propos sur les zones qui risquent d'être les plus délaissées. D'une manière générale, elle souhaite que la coopération entre les opérateurs délégués des collectivités locales et les fournisseurs d'accès nationaux partenaires sur toutes les zones soit organisée de manière à **assurer la simplicité et notamment la transparence pour les consommateurs**. Ainsi demande-t-elle une simplification des règles et l'insertion du métier d'« opérateur d'immeuble » départemental dans les métiers reconnus par la Fédération Française des Télécommunications, **pour que le client final n'ait qu'un seul interlocuteur commercial, clairement identifié, en face de lui**.

Elle demande à l'ARCEP de concevoir dès maintenant l'inévitable mutualisation des offres mobiles Internet avec les offres fixes d'accès : les réseaux et les liaisons fixes, mobiles, ou même satellitaires ne seront plus simplement des alternatives pour la couverture haut et très haut débit d'un territoire,

mais seront des **compléments indispensables à la fourniture de services** « reach media » sur un même lieu géographique, avec l'ergonomie et les tarifs acceptables par chaque utilisateur. Le développement d'outils convergents fixes ou mobiles comme les terminaux, ou des dispositifs à domicile comme le « wifi » ou le « femtocell » impliquera des accords nationaux entre fournisseurs de services d'accès fixes et mobiles.

Par ailleurs, l'AFUTT est très **préoccupée par la multiplication d'opérateurs locaux mal ou peu identifiés** (notamment dans les zones moins denses) et dont la « maîtrise » est aujourd'hui très difficile du point de vue de l'intérêt des utilisateurs. En outre, dans un marché de plus en plus compétitif et mondialisé, dont personne ne peut prévoir, à terme plus ou moins proche, l'équilibre du modèle économique, **il s'agit là d'une dérive dangereuse** et qui pourrait se révéler très coûteuse pour la collectivité.

En final, nous demandons donc la simplification des modalités proposées dans les zones les moins denses : simplifier les modalités, ouvrir la voie à des partenariats avec des opérateurs commerciaux même dans ces zones les moins denses où le rôle des collectivités dans l'aménagement sera important. L'ARCEP devrait également éditer des modalités de fourniture de services à haut et à très haut débits sur tout le territoire, y compris pour une montée en débit des accès sur cuivre à court terme : le levier du grand emprunt pourrait alors vraiment jouer son rôle sur tout le territoire dans les trois ans qui viennent. Les financements publics seront plus efficaces si les collectivités ont des règles pour mieux trouver des accords avec les fournisseurs de services d'accès nationaux dans la FTTH en zone « non rentable », et si les acteurs commerciaux ont des directives pour mutualiser leurs efforts de montée en débit sur l'ADSL.